

débat *militant*

Lettre éditée par des militants de la LCR | N° 62 | 1^{er} avril 2005

Contact-abonnement-désabonnement : debatmilitant@wanadoo.fr | Site : www.lcr-debatmilitant.org

Comité de coordination : Fabienne Autan, Charles Boulay, Serge Godard, Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

Sommaire

- [L'Europe sociale, c'est l'Europe des luttes de la jeunesse et du monde du travail, Non à l'Europe de Sarkozy et Hollande](#)
- [Les jeunes des lycées gardent le tonus, trouvent de nouvelles formes d'action, s'invitent au débat politique...](#)
- [Débat autour du projet de Manifeste de la LCR : Nouvelle force anticapitaliste ou parti révolutionnaire des travailleurs](#)
- [Bolivie : crise permanente, entre la réaction impérialiste et la mobilisation de masses](#)

L'Europe sociale, c'est l'Europe des luttes de la jeunesse et du monde du travail, Non à l'Europe de Sarkozy et Hollande

Depuis le 10 mars et la montée du Non dans les sondages, tout le monde, de la droite à la gauche, discute de l'« *Europe sociale* ». Jusqu'à Chirac qui, sans crainte du ridicule et doublant Hollande sans grand mal, a fustigé à Bruxelles les « *théories du libéralisme* », prônant « *une mondialisation contrôlée, humanisée, maîtrisée* ». Face à la rue et aux manifestations, libéraux et sociaux-libéraux découvrent brutalement la question sociale, inquiets face aux mobilisations de la jeunesse et du monde du travail qui préparent l'Europe des luttes, de la contestation et de la solidarité internationale.

Malgré l'absence de soutien des syndicats, le mouvement lycéen continue dans plusieurs villes sous forme d'occupations de lycées. Au lendemain du vote de la loi Fillon, le mouvement continue à exiger son retrait, défiant le gouvernement, le Parlement et les forces de l'ordre, avec dans certains lycées le soutien de parents et d'enseignants qui occupent aux côtés des jeunes.

Mais si les syndicats enseignants et lycéens et la FCPE ont finalement appelé à manifester samedi 2 avril, rejoints par la CGT, ils ne revendiquent même pas le retrait de la loi Fillon mais appellent à « *dire non à la casse du service public d'éducation et exiger d'autres choix* ». On ne peut qu'espérer que le nombre et la détermination des jeunes permettent au mouvement de rebondir, mais les syndicats, eux, se sont de fait déjà inclinés. Comme ils se sont inclinés pour les salaires, acceptant de participer à des parodies de « négociations » même si, face aux exigences de Dutreil, ils ont finalement refusé de signer.

Les luttes ont transformé le climat politique

Le mouvement marque aujourd'hui le pas après la démonstration de force du 10 mars, mais l'intervention des salariés et de la jeunesse en lutte a transformé la situation politique. La montée dans les sondages du Non au traité constitutionnel dès le lendemain du 10 mars en est l'expression directe.

En même temps que la jeunesse conteste le gouvernement et le Parlement, la classe ouvrière est revenue sur le devant de la scène, exerçant sa pression. Elle a transformé une succession de journées de mobilisations prévues par les directions syndicales sans lien entre elles, en autant d'étapes permettant de rassembler les forces.

Le mouvement a posé de façon large le problème des salaires qui avait été occulté pendant des années sous la pression du chômage et de la précarité mais aussi du chantage à la crise, à la compétitivité des entreprises... et au nom des 35 heures. Et même si les centrales syndicales se sont prêtées au jeu du gouvernement organisant des négociations séparées pour le public et le privé, la manifestation du 10 mars a imposé comme revendication centrale de tous les travailleurs la revendication salariale.

La résurgence de 2003 et un début de vengeance

Deux ans après l'échec du mouvement de 2003 contre la réforme des retraites, le mouvement a redémarré, affirmant que nous n'étions pas vaincus. L'échec d'alors, comme les tentatives de lutte contre la mise à mal de l'Assurance maladie et les bilans tirés au cours de ces deux années ont opéré des transformations dans les consciences. Le mouvement a exercé sa pression sur les syndicats, sur l'opinion. La nécessité d'unir les forces, privé et public, s'est exprimée largement dans la rue, de même que la rupture d'une partie importante du monde du travail avec la politique du « diagnostic partagé ».

Et cette fois, même si c'est à la marge, le mouvement a obligé le gouvernement à commencer à reculer. Un recul modeste, qu'il veut assortir de nouvelles attaques et qui ne peut satisfaire personne mais qui renforce et encourage la contestation. La grève pour les salaires qui a eu lieu il y a quelques jours dans les magasins Carrefour pour la première fois depuis 50 ans en est l'expression. La révolte est profonde et la conviction d'être dans son bon droit et de pouvoir commencer à rendre les coups, à changer le rapport de forces, s'étend à de nouvelles fractions de la classe ouvrière, en particulier parmi la jeunesse ouvrière.

La campagne pour le référendum révèle la complicité de la droite et de la gauche libérale

Parallèlement au mouvement social, sous sa pression, la campagne pour le référendum met en lumière les hypocrisies, les connivences... et les ressemblances, à l'image du nouveau couple Sarkozy-Hollande posant à la Une de *Paris Match*. Droite et gauche libérale apparaissent plus que jamais complices, s'appelant mutuellement à la rescousse pour faire triompher le Oui. Au lendemain de l'annonce des 0,8 % dans la Fonction publique, Ayrault n'a rien trouvé d'autre à reprocher au gouvernement qu'« une attitude un peu de panique, un peu de faiblesse et d'improvisation »...

Aussi, si en 2004, le monde du travail a pensé ne pas avoir d'autre choix possible pour se venger que de voter à contre cœur pour ceux qui l'avaient trompé, aujourd'hui, les ruptures en cours s'expriment à travers la montée du Non, un non de condamnation du libéralisme et du social libéralisme. Et les salariés, loin de craindre un nouveau 21 avril dont le PS essaie d'agiter l'épouvantail, veulent au contraire effacer le 5 mai 2002 et les défaites qui nous ont été imposées par la droite et ses alliés de gauche.

Notre Non au traité, celui du monde du travail est un Non de lutte. Et loin de préparer 2007 et les futurs retournements déjà annoncés et trahisons prévisibles, il est un outil pour œuvrer, en toute indépendance de classe, à la généralisation de la contestation de la politique des classes dominantes, du capitalisme. Quel que soit le gouvernement qui sortira de la crise qui s'annonce, les travailleurs sauront se préparer à faire valoir leur droit.

Affirmer une politique de classe indépendante

Dans le « camp du Non », les manœuvres en tous genres se poursuivent. Le dernier retour en date est celui de Chevènement, qui vient d'offrir ses services à ses anciens compères ministres pour participer à une « reconstruction » de la gauche.

Tournant le dos à toutes ces contorsions, le monde du travail et la jeunesse voient dans le Non l'occasion de dire ce qu'il pense à la droite comme à la gauche libérale, de contester leurs politiques. Le mouvement a exprimé la rupture en cours des salariés avec l'idéologie libérale, la volonté d'exiger son

dû, de prendre une revanche sur les reculs subis depuis des années alors même que les syndicats sont profondément dominés par cette idéologie, s'inclinant devant la logique libérale, prisonniers du calendrier et des cadres fixés par le patronat et le gouvernement.

Mais l'émancipation en cours des pressions social-libérales laisse un espace vacant pour un renouveau du réformisme autour du PC. Dégagé de son passé stalinien, cherchant à prendre ses distances avec sa participation toute récente au gouvernement en en parlant le moins possible, le PC tente d'occuper le terrain de la contestation pour mieux préparer son « alternative ». La campagne pour le Non est pour lui l'occasion d'essayer de se construire à moindre frais une nouvelle image et de regrouper autour de lui ceux qui peuvent l'être.

Face aux illusions qui spontanément réapparaissent, un large travail militant est nécessaire pour défendre les intérêts du mouvement en toute indépendance de classe. L'apprentissage des idées de la lutte de classes n'est pas spontané. Une volonté militante et tenace est nécessaire pour contribuer à ce que le monde du travail ose défier les classes dominantes et contester leur droit à diriger la société, pour aider à l'émancipation des préjugés réformistes qui découlent de la domination idéologique et morale de la bourgeoisie. Le monde du travail a besoin de tirer les enseignements du passé, de s'organiser, de se regrouper à travers les prochaines étapes du mouvement pour imposer des mesures d'urgence sociale et démocratique et le contrôle des salariés et de la population sur la société.

Personne ne connaît les prochaines étapes du mouvement après le 2 avril mais, d'ores et déjà, la journée du Premier mai sera l'occasion d'une nouvelle démonstration de forces et de contestation du monde du travail, d'internationalisme, et le lundi de Pentecôte qui commence à se discuter dans les entreprises pourrait bien prendre valeur de symbole, l'occasion de dire leurs quatre vérités à Raffarin et ses amis.

C'est ce que nous pourrons dire aussi dans les urnes le 29 mai, en affirmant un Non de lutte et de contestation sociale, en même temps qu'un Non internationaliste, pour une Europe des travailleurs et des peuples.

Carole Lucas



Les jeunes des lycées gardent le tonus, trouvent de nouvelles formes d'action, s'invitent au débat politique...

Cela fait maintenant deux mois que la jeunesse lycéenne a fait irruption sur la scène politique, deux mois d'une lutte effrénée où des milliers de lycéens sont descendus dans la rue menaçant le gouvernement et remettant au goût du jour la contestation et le combat social.

Le mouvement lycéen a connu plusieurs étapes, se transformant et essayant à chaque instant d'expérimenter de nouvelles formes de lutte lui permettant de se renforcer et de s'étendre mais également de répondre aux obstacles politiques auxquels il était confronté.

Ses ressources militantes continuent d'étonner : même si les syndicats ont abandonné les lycéens, ceux-ci, au moyen des blocages et occupations, continuent de manifester leur refus de la loi et trouvent encore une occasion de s'adresser à l'opinion.

Si la journée de grève de jeudi 31 mars n'a pas rencontré un large écho et augure mal de la mobilisation pour la journée d'action de l'ensemble de l'éducation le samedi 2 avril, il faut dire que les syndicats ont tout fait pour étouffer le mouvement. Ils ne mettent même pas en avant l'abrogation de la loi Fillon, objectif qu'ils n'ont jamais réellement soutenu.

Dans les jours à venir, alors que les manifestations ont perdu leur caractère massif, une nouvelle étape est à franchir : poursuivre la lutte dans le débat politique, organiser et renforcer la démocratie, préparer le terrain à de futures confrontations sociales d'ampleur.

Il s'agit de faire en sorte que l'expérience accumulée durant les semaines passées loin de se dissiper se retrouve dans de nouvelles formes d'organisations.

Cette expérience a débuté dès la fin du mois de janvier quand des lycées de banlieue parisienne se mettent en grève en solidarité avec leurs profs mobilisés et pour s'opposer à des suppressions de filières, au manque de profs et de moyens, à la présence de flics à l'entrée de leurs bahuts. Rapidement la révolte explose contre les inégalités sociales et se cristallise contre Fillon et sa réforme. Pour se structurer, s'élargir et se généraliser à l'échelle nationale, le mouvement s'appuie sur les journées d'action des profs et des salariés. Puis la tendance s'inverse : en même temps qu'il se structure par le biais de coordinations locales et nationales, le mouvement en plein développement dépasse les rythmes fixés par les syndicats enseignants et se fixe ses propres échéances.

Le mouvement s'amplifie : le 10 février, 100 000 lycéens manifestent dans toute la France. L'inquiétude du gouvernement incite Fillon à reculer en retirant le volet bac du projet de loi, tentant ainsi de désamorcer la mobilisation. Les lycéens ne sont pas dupes de la manœuvre. Cette annonce, au contraire, est perçue comme la démonstration qu'il est possible de faire reculer ce gouvernement qui, depuis 2003, semblait inébranlable. La spontanéité fait place à la détermination : les lycéens sont prêts à se mobiliser sur la durée pour obtenir le retrait total du plan Fillon.

Le gouvernement change de stratégie et choisit de passer en force en se servant des vacances décalées des différentes académies pour imposer sa loi par la procédure d'urgence. Pour dépasser l'obstacle des vacances, le mouvement cherche, non sans difficultés, à renforcer son organisation à la base de façon démocratique et pousse pour la mise en place d'AG locales électives pour donner plus de poids et de légitimité à la coordination. Les lycéens essaient également de nouer des liens avec les profs, cherchant à exercer une pression pour étendre la lutte.

Le 8 mars, toutes les académies sont rentrées de vacances et malgré le vote de la loi au Parlement, 165 000 lycéens se retrouvent dans la rue. Ainsi les lycéens qui ne reconnaissent aucune légitimité au Parlement répondent à la provocation de Fillon : « *La loi ne se fait pas dans la rue.* ». Cependant, face à l'absence des étudiants et à la très faible mobilisation enseignante, les lycéens prennent conscience de la difficulté d'entraîner les profs et de l'inertie des directions syndicales.

Isolés dans les manifestations, les lycéens se retrouvent à Paris confrontés au problème des « casseurs » : une fraction de la jeunesse se retourne contre la mobilisation et attaque les manifestations. Les lycéens sont choqués et déroutés. Cet événement révèle, comme un électrochoc, les faiblesses de l'organisation du mouvement. Se pose la nécessité d'accroître l'auto-organisation et la démocratie à la base pour pouvoir se « protéger » d'une part, et pour instaurer un rapport de forces suffisant capable de faire basculer ces jeunes de la violence individualiste à la lutte collective, d'autre part.

Le 10 mars, les lycéens se retrouvent aux côtés des salariés du public et du privé. L'ampleur des manifestations confirme l'existence d'un profond mécontentement dans la société. Les lycéens tentent de nouveau d'exercer leur pression pour donner une suite à cette journée. Les directions syndicales font barrage révélant, une fois de plus, leur politique de frein au mouvement social.

Le 15 mars, sous la pression, les syndicats enseignants appellent à une journée de grève commune, mais sans relayer véritablement l'appel. Les manifestations sont à la baisse et très peu de profs sont présents. A partir de ce moment-là, les syndicats lycéens, proches du Parti socialiste, changent d'orientation et décident d'enterrer le mouvement. Faute de soutien, la mobilisation change de forme : les lycéens s'engagent dans une politique de blocage de leur bahut. Les occupations se multiplient, permettant, dans une certaine mesure, au mouvement de se poursuivre.

Le 24 mars, jour de l'adoption définitive de la loi, les manifestations ne regroupent plus que 10 000 personnes. Cependant, les coordinations parisiennes et nationales continuent de rassembler un nombre important de lycéens et sur certaines villes comme Toulouse, la mobilisation se prolonge. Elle reprend aussi dans de plus petites villes, voire y commence. Le mouvement garde sa vitalité et ses capacités d'initiatives. La fraction la plus radicale reste mobilisée et s'il apparaît qu'il sera difficile d'avoir raison du gouvernement et de ses alliés, cela n'est en rien vécu comme un échec. L'adoption de la loi n'entraîne pas de démoralisation.

Se pose aujourd'hui la nécessité de franchir une nouvelle étape : au cours même des nouvelles initiatives, s'organiser et mener le débat politique largement pour que la jeunesse s'invite aussi dans le débat politique. Comment préparer les prochaines confrontations sociales ? Comment construire un rapport de forces plus favorable ? Comment se dégager du poids des directions syndicales ? Comment faire vivre la démocratie réelle, celle de la rue, de l'organisation collective, qui met à mal les simulacres de démocratie parlementaire ? Voilà les questions qui se posent au mouvement lycéen, mais aussi à l'ensemble du mouvement social.

Par sa spontanéité, son énergie, ses initiatives, la jeunesse qui a osé défier le gouvernement, a également contribué à ce que des journées syndicales isolées et, en particulier le 10 mars, soient de véritables succès regonflant le moral des salariés.

Dans un climat social de mécontentement grandissant, les lycéens, en exprimant leur rejet d'une société profondément inégalitaire et leur aspiration à un avenir plus juste, pose la question d'une transformation de la société, à laquelle ni le parlementarisme, ni les compromis du social-libéralisme ne répondent. Les courants réformistes qui finissent toujours par avancer comme unique débouché aux luttes sociales l'alternance ou l'alternative parlementaire, la bonne réforme de gauche, ne nous seront d'aucune aide.

Dans ce débat, les jeunes ont à dire leur mot, à apporter leur expérience, leur révolte contre les appareils qui les ont laissé tombés. Ils ont un rôle à jouer, en lien avec les salariés, pour que se construise une nouvelle combativité, dégagée des routines des appareils, une conscience de classe politique, ouvrant la voie aux perspectives révolutionnaires.

Les jeunes s'invitent aussi dans la campagne pour le référendum pour dire Non et rejeter l'Europe des financiers sans se soucier des calculs des partis institutionnels pour 2007.

Ils affirment leurs aspirations à la fraternité et à la coopération des peuples, à la disparition des frontières politiques et sociales entre les hommes, ils votent pour les Etats-Unis socialistes d'Europe contre l'Europe de la concurrence et du marché.

Clarisse Fango



Débat autour du projet de Manifeste de la LCR :

Nouvelle force anticapitaliste ou parti révolutionnaire des travailleurs

Voilà maintenant plusieurs semaines que notre organisation a mis en discussion un projet de Manifeste pour la LCR et a invité à y participer tous les courants et militants qui se sentent partie prenante d'un projet de transformation de la société.

Une telle initiative, unique en son genre, est non seulement un signe de bonne santé démocratique, mais offre également la possibilité que se tienne un débat de la plus haute importance pour tous ceux qui mènent le combat pour une société socialiste et communiste, débarrassée de l'exploitation. Dans son numéro du printemps 2005, « Critique communiste » a consacré une large place au débat sur le Manifeste, ouvrant ses colonnes à des militants d'autres courants politiques. Quelles transformations se sont opérées au sein de la société, et par suite dans les consciences, au cours de cette nouvelle phase de développement capitaliste qu'est la mondialisation ? En quoi l'évolution des anciennes forces traditionnelles du mouvement ouvrier, le renouveau des luttes depuis 1995, l'accentuation de l'offensive de la bourgeoisie rendent nécessaire et possible un nouveau parti du monde du travail ? Peut-on changer la société sans remettre en cause ses institutions et ce qui en est le fondement essentiel, la propriété privée capitaliste ? Quel visage peut avoir le nouveau pouvoir des opprimés qui naîtra de la révolution, quelle en sera la vigueur démocratique ?

Toutes ces questions se posent, bien au-delà de notre organisation, à tous les militants qui partagent la volonté d'agir dans le sens des intérêts des opprimés. Débat, discussion et confrontation sont nécessaires, ils participent, en même temps que les luttes, au renouveau du mouvement ouvrier.

Nous reviendrons sur différents aspects de la discussion mais nous voudrions d'abord aborder la question de la « nouvelle force anticapitaliste », à laquelle est consacré le chapitre 10 de la version du Manifeste éditée dans le bulletin de débat.

Il faut d'abord souligner, en préalable, à quel point, à notre sens, le problème de la construction d'une nouvelle force est légitime et d'actualité, à quel point la nouvelle période dans laquelle nous nous trouvons en fait une question concrète. C'est sur les contours et le programme de cette nouvelle force, parti anticapitaliste ou parti révolutionnaire des travailleurs, que porte pour nous le débat.

Dans sa rédaction actuelle, le chapitre 10 cristallise l'ambiguïté contenue dans l'ensemble du texte. Il conclut avec une certaine cohérence un Manifeste qui se présente davantage comme la définition d'une tendance anticapitaliste au sein d'une alternative à gauche face au social-libéralisme, que comme le programme d'un parti révolutionnaire. Sont en cause essentiellement deux questions, celle de la position de cette « nouvelle force » par rapport à la gauche et celle de la participation à un gouvernement dans le cadre des institutions bourgeoises.

Une force en rupture avec la gauche gouvernementale et la politique du diagnostic partagé

L'abondance des formulations qui tendent, dans le Manifeste, à définir la nouvelle force comme « une gauche dans la gauche », « l'autre partie de la gauche », « une gauche 100 % à gauche », « une vraie gauche »... et l'insistance avec laquelle est affirmée la pertinence du « clivage droite-gauche » efface ce qui devrait être, à notre avis, le clivage essentiel : réforme ou révolution.

La rupture à opérer n'est pas seulement une rupture avec les partis de la gauche, le PS et ses alliés, qui ont été au gouvernement ou s'apprêtent à y retourner mais une rupture avec les choix politiques qui ont conduit ces partis à tous les reniements et capitulations, c'est-à-dire, au mieux pour les plus sincères, les raisonnements réformistes.

Il s'agit, au moment où apparaît clairement aux yeux d'une fraction significative des travailleurs et militants du mouvement ouvrier, la faillite de cette gauche gouvernementale et des directions des grandes confédérations syndicales, d'affirmer une perspective révolutionnaire. Celle-ci apparaît lointaine, nous opposera-t-on, elle est pourtant en lien direct avec les problèmes que se pose le mouvement social après son échec du mouvement de 2003 et sa mobilisation récente : comment, autrement dit, préparer une contre-offensive d'ensemble, regrouper les forces qui y tendent, favoriser l'organisation et le contrôle de leurs luttes par les travailleurs eux-mêmes ? Sur quelle base ? En opposition à la politique du diagnostic partagé de la gauche et des directions syndicales, et au-delà, à la politique d'adaptation qui a conduit ces directions à leur capitulation actuelle.

Une perspective révolutionnaire, concrètement aujourd'hui, c'est la perspective de la construction d'un parti des luttes, un parti qui, tout en ne délaissant aucune bataille politique, y compris les élections, soit avant tout le parti de l'opposition ouvrière la plus résolue à la politique du patronat et de son gouvernement, quel qu'il soit, et fasse des luttes sociales son terrain d'action prioritaire. Un parti dans le cadre démocratique duquel tous ceux qui travaillent d'ores et déjà à la préparation d'un mouvement d'ensemble pourraient unir leurs efforts.

Il ne s'agit pas de disputer au PC, pour peu qu'il reste indépendant du PS, le rôle d'une « bonne gauche », mais bien d'une force en rupture claire avec cette politique, une force non seulement anticapitaliste mais démocratique et révolutionnaire, en rupture avec le système et ses institutions.

Gouvernement « au service des » travailleurs ou gouvernement « des » travailleurs

Autre question essentielle posée par le chapitre 10, c'est celle de la participation de cette « nouvelle force » à un gouvernement. La question d'un gouvernement des travailleurs, est, à notre sens, parfaitement légitime, mais le Manifeste dans sa rédaction actuelle n'exclut pas une participation à un gouvernement dans le cadre des institutions bourgeoises. Les formulations « débouché anticapitaliste », « gouvernement au service des travailleurs », sont précisées par la définition du programme du gouvernement auquel la LCR pourrait participer (réforme fiscale égalitaire, fin des institutions de la 5^{ème} république, incursions dans la propriété privée, sortie de l'Otan, aller « vers une appropriation sociale »).

Toute l'expérience passée du mouvement ouvrier, mais aussi l'expérience récente du Parti des Travailleurs au Brésil, montrent qu'aucun programme, fût-il anticapitaliste et même plus radical que celui avancé dans le Manifeste, ne constitue une garantie de « fidélité aux intérêts des travailleurs ».

Le seul gouvernement auquel pourrait participer un parti révolutionnaire, à notre sens, ce n'est pas un gouvernement « au service des travailleurs », débouché politique aux luttes sociales mais un gouvernement des travailleurs et de leurs organisations, issu d'une mobilisation sociale débouchant sur le contrôle de l'économie par les travailleurs et la population et l'émergence d'organes de pouvoir des travailleurs eux-mêmes.

Un parti des luttes aujourd'hui, de la lutte pour le pouvoir des travailleurs demain

Ces deux questions renvoient à une série de problèmes qui traversent tout le Manifeste. C'est sur le mouvement altermondialiste que le Manifeste, dans sa rédaction actuelle, met l'accent sans indiquer quelle politique les révolutionnaires doivent y défendre. La place centrale de la classe des salariés, en tant que moteur de la transformation sociale, devrait être affirmée avec beaucoup plus de force. Il s'agit d'affirmer la continuité du combat de la classe ouvrière et du combat révolutionnaire, d'en formuler les acquis théoriques que le mouvement trotskyste a permis de préserver, de redonner vie aux idées du marxisme révolutionnaire.

Un de ces acquis théoriques est la nécessité d'une rupture révolutionnaire, du renversement de l'Etat bourgeois, et du combat pour la disparition des classes et, par suite de l'extinction de l'Etat. Si la formule de la dictature du prolétariat n'est pas forcément la meilleure aujourd'hui, trop souvent assimilée à la dictature sur le prolétariat qu'a été le stalinisme, le contenu en est pleinement d'actualité, alors que s'affirme toujours plus clairement la dictature du marché. La prise du pouvoir par les travailleurs veut dire renversement du pouvoir de l'Etat et construction d'un nouveau pouvoir sous le contrôle de la population, dissolution de l'armée permanente, de la police et de la justice, participation de toute la population aux tâches de maintien et de défense du nouvel ordre social.

Unir autour d'un plan d'urgence sociale et démocratique

Pour assurer le rôle qui est le sien, être le levier des transformations sociales, leur instrument, un pouvoir des travailleurs devra prendre un certain nombre de mesures autoritaires, les seules à même d'assurer une démocratie véritable, l'expropriation des trusts et la nationalisation sous contrôle de la population, dans un organisme unique, de toutes les institutions et sociétés financières et bancaires, la dissolution de la Bourse.

Ces mesures devraient être en filigrane de la définition d'un plan d'urgence sociale et démocratique conçu comme un programme de revendications transitoires partant des besoins immédiats et fondamentaux des travailleurs et de la population et débouchant sur la lutte pour le pouvoir des travailleurs. Il ne s'agit pas seulement des revendications elles-mêmes, revendications remettant en cause la propriété privée, mais du contrôle des travailleurs sur l'économie, leur mobilisation et leur organisation pour assurer un tel contrôle, la perspective de la lutte pour le pouvoir, d'un gouvernement des travailleurs et de leurs organisations, issu de ces mobilisations et appuyé sur un large réseau d'assemblées de travailleurs exerçant directement le pouvoir.

Cette conception qui sépare d'un côté les luttes sociales, de l'autre le débouché politique est celle qui caractérise le raisonnement réformiste. Le problème aujourd'hui, pour le mouvement ouvrier, est d'intervenir sur le terrain politique, en exerçant sa pression, en faisant prévaloir ses revendications, en se fixant comme objectif d'en obtenir la satisfaction, quel que soit le gouvernement en place.

C'est autour d'un tel plan d'urgence sociale et démocratique que peut s'affirmer le projet de construction d'un nouveau parti, parti des luttes des travailleurs, aujourd'hui, et demain parti de la lutte pour le pouvoir des travailleurs.

Galia Trépère



Bolivie : crise permanente, entre la réaction impérialiste et la mobilisation de masses

Depuis des années, la chronique de la vie sociale et politique de la Bolivie est celle d'une crise politique et sociale : présence des masses, ouvrières, paysannes, populaires, dans les rues, mobilisation pour les revendications immédiates, pouvoir bourgeois chancelant et puissance des organisations populaires, lutte politique acharnée. Néanmoins, en même temps, la situation semble se

répéter. Il y a une continuité des luttes de plus de 50 ans, fantastique réfraction concentrée de la situation mondiale dans ce petit pays arriéré et pauvre. Essayons simplement de comprendre les questions fondamentales et de résumer les problèmes clés.

Crise de la domination impérialiste

La présentation habituelle des événements en Bolivie (voir par exemple *Rouge* du 24 mars) est celle d'une « crise du néolibéralisme » dans laquelle le pays entre en 1985. Cette présentation facilite bien sûr la présentation des forces opposées à ce néolibéralisme comme progressistes et comme alternative au régime. C'est une erreur complète.

C'est évident que la Bolivie a connu des changements à partir de 1985 mais ils s'inscrivent complètement dans le cadre de la domination impérialiste du pays, son développement inégal et combiné. Le pillage des ressources naturelles comme forme privilégiée d'intégration à l'économie mondiale a continué et s'est accentué. Le gaz a pris la place de l'étain. Mais le « néolibéralisme » s'est manifesté par la liquidation des entreprises minières étatisées, la privatisation des services publics, l'endettement, un parasitisme accentué de l'appareil d'Etat, un développement capitaliste encore plus rachitique. Le cadre politique est la « démocratie » y compris l'existence des partis de gauche et, pourquoi pas, leur arrivée au pouvoir. En Bolivie, il faut ajouter la culture de la coca comme activité paysanne de survie et de défense sociale et la répression impérialiste au nom de lutte contre le narco - trafic...

Toute cette construction rentre en crise à partir de la rébellion de l'eau (Cochabamba, avril 2000) et prend une tournure révolutionnaire quand la mobilisation des masses fait tomber le gouvernement de droite de Gonzalo Sanchez de Lozada, dit Goñi, en octobre 2003. La rébellion populaire conjugue la mobilisation de la population de El Alto contre l'entreprise privatisée de l'eau (filiale du groupe Suez). L'opposition au montage impérialiste de l'exploitation du gaz et son pillage et la protestation de masses urbaines et ouvrières mais aussi paysannes et indiennes contre ses conditions de vie. La rébellion s'exprime avec des méthodes révolutionnaires connues et aussi avec l'occupation de routes, de rues et de quartiers...

Les formes de domination impérialiste et politique rentrent en crise. L'opposition au pillage du gaz, à la privatisation de l'eau, à la misère et à la répression de la paysannerie et des ethnies indigènes, est aussi une mobilisation contre le gouvernement et contre le régime politique bourgeois démocratique. Dans ce sens, c'est aussi une crise de l'ensemble du système impérialiste et des formes qu'il s'est donné dans la région. Washington réagit avec cette compréhension de la signification de la crise en Bolivie. Pour l'administration Bush, c'est un événement considérable et pas une rébellion sans lendemain.

L'axe Lula-Kirchner-Chavez

La solution politique provisoire de la crise d'octobre 2003 présente une modalité nouvelle : l'impérialisme demande et obtient l'intervention directe des gouvernements Lula et Kirchner. Les forces progressistes de l'Amérique Latine coopèrent avec Bush pour mettre en place un gouvernement de pacotille dirigée par la vice-présidence de Goñi, Carlos Mesa. La bourgeoisie bolivienne, ou ce qui en fait office, ne dispose pas de partis politiques avec un minimum d'assises et d'autorité après la dislocation du parti nationaliste -le MNR- et le régionalisme séparatiste.

Il est difficile d'exagérer l'importance d'Evo Morales et du MAS. Sans sa complicité, la « solution » d'octobre 2003 n'aurait pas été possible et la rébellion des masses aurait pu se développer, au lieu d'échouer politiquement, sans obtenir satisfaction sur aucune revendication. Maintenant c'est au gouvernement de Mesa d'organiser et mettre en place un schéma d'exploitation du gaz favorable à l'impérialisme, avec le maintien des privilèges accordés aux entreprises privées.

On ne peut pas s'orienter dans les événements d'un pays comme la Bolivie sans comprendre que les partis politiques de « gauche » avec Lula et Kirchner comme éléments structurants, jouent maintenant un rôle directement opposé aux intérêts des masses. Un parti comme le MAS qui développe dès sa formation une pratique d'adaptation à l'Etat bourgeois, parlementaire et électoraliste, passe tout naturellement à une offre de services à la bourgeoisie et l'impérialisme, même s'il se désigne lui-même comme un « mouvement vers le socialisme ».

Le parti d'Evo Morales qui est né comme un mouvement de défense de paysans qui cultivent la coca et s'est transformé en candidat au pouvoir comme parti « progressiste » après avoir obtenu 20 %

de voix à l'élection présidentielle de 2002, trouve son inspiration politique et financière à la fois chez Lula, Kirchner et Chavez. Mais ces trois sources rentrent en contradiction. Pour l'impérialisme, les difficultés de la Bolivie (y compris avec des tendances sécessionnistes de la bourgeoisie de Santa Cruz qui rêve de s'emparer pour son propre compte du gaz) font partie des mêmes questions qu'au Pérou et en Equateur à cause de la fragilité de l'Etat bourgeois et au Venezuela, dans son effort de contrôler les sources d'énergie et d'éviter tout mouvement de contestation.

Chaque jour, le Département d'Etat, le Pentagone et Bush lui-même proclament la nécessité de « contenir » Chavez et de soutenir le gouvernement de Bolivie. Donald Rumsfeld vient de faire une tournée au Brésil et en Argentine où il fut reçu par Lula ; Bush vient de prendre son téléphone pour joindre Kirchner. Ces conversations sur le Venezuela et la Bolivie sont un événement politique et indiquent que l'impérialisme est en train de préparer une autre option, basée sur la force militaire. La fonction politique d'Evo Morales s'épuise très rapidement et l'axe nationaliste latino-américain se dissout face à la pression de Washington.

Il faut apprécier d'une manière concrète les contradictions qui traversent les formes de domination de l'impérialisme et les régimes bourgeois de chaque pays, les questions de contrôle des ressources énergétiques. La France et l'Espagne d'un côté et les Etats-unis de l'autre ont des positions différentes et parfois opposées : ventes d'armes de l'Espagne à Chavez, participation de Total et Repsol dans l'exploitation du pétrole. Mais les oppositions ne changent pas la nature sociale et politique des uns et des autres.

Il faut combattre chacune des manifestations de la domination impérialiste y compris quand elle a en face un gouvernement bourgeois et il faut le faire avec les méthodes et le programme de la classe ouvrière et des exploités. C'est aussi un fil conducteur à garder devant les croisements des intérêts et des objectifs des Etats et des classes sociales face à la crise de la Bolivie, des pays andins et de l'agression de l'impérialisme contre le Venezuela.

Les difficultés du mouvement de masses

La mobilisation d'octobre 2003 et les interventions des dernières semaines des masses boliviennes s'inscrivent à la fois dans une longue histoire nationale de lutte et dans le cadre des soulèvements et grèves de l'Equateur, l'Argentine, le Pérou, avec à la fois, des interventions concentrées de la classe ouvrière et l'apparition des nouvelles formes d'organisation et mobilisations, comme les « piqueteros », l'occupation de rues, les organisations de quartier. Les masses paysannes et indigènes sont aujourd'hui beaucoup plus présentes politiquement que dans le passé.

Les difficultés politiques sont énormes. Depuis 50 ans, le programme de Pulacayo de 1946 et la révolution de 1952, la classe ouvrière et les masses boliviennes connaissent une expérience politique très riche et une tradition révolutionnaire, trotskiste. Il ne faut pas l'ignorer. En même temps, cette tradition n'a pas pu se préserver en termes organisationnels, c'est-à-dire politiques. L'expérience du POR a épuisé son caractère révolutionnaire et progressif depuis longtemps. Aujourd'hui, les militants trotskistes et révolutionnaires sont dispersés dans un ensemble de groupes et tendances, parfois isolés. Il y a un gouffre entre la profondeur de la mobilisation sociale et politique et la capacité de l'exprimer en termes indépendants, en propositions, programme, mots d'ordre, formes d'organisation. Les masses sont capables d'abattre un gouvernement bourgeois, mais n'arrivent pas à se rassembler dans un cadre politique indépendant pour exprimer leur objectif de diriger le pays et la société.

Les militants doivent se donner les moyens d'un regroupement politique révolutionnaire le plus rapide possible et sans opportunisme, sur la base d'une appréciation commune des événements actuels et la nécessité d'un gouvernement ouvrier et paysan comme seule alternative à la crise. Le mot d'ordre de Constituante révolutionnaire sur la base d'un appel de la COB (Central Unique des Travailleurs), les organisations de quartier et les mouvements paysan et indien est à l'ordre de jour.

Apprécier la révolte des masses boliviennes comme un mouvement social autour de l'eau et du gaz est une vision étroite. En profondeur, elle est un mouvement politique et de lutte contre l'impérialisme. Il faut tenir compte du composant indien pour rassembler et pas pour diviser.

Comment donner une réponse à cette nécessité de construire une organisation marxiste révolutionnaire, d'unifier les formes d'intervention des masses et leurs organisations, une sortie révolutionnaire contre le pouvoir bourgeois et l'affirmation d'un gouvernement ouvrier et paysan ? Il n'y a pas une réponse miracle à l'ensemble de ces questions. La possibilité d'une délimitation par rapport au MAS sur le caractère révolutionnaire de l'organisation politique à construire et d'un accord

sur l'élaboration d'un programme d'urgence nationale, sociale et démocratique à mettre en oeuvre par un gouvernement de la classe ouvrière et de l'ensemble des exploités, peut, elle, constituer un pas en avant pour sortir de l'impasse politique actuelle.

Marcelo N.



N'hésitez pas à diffuser
et faire circuler **débat***militant*. Merci.